

EDITO

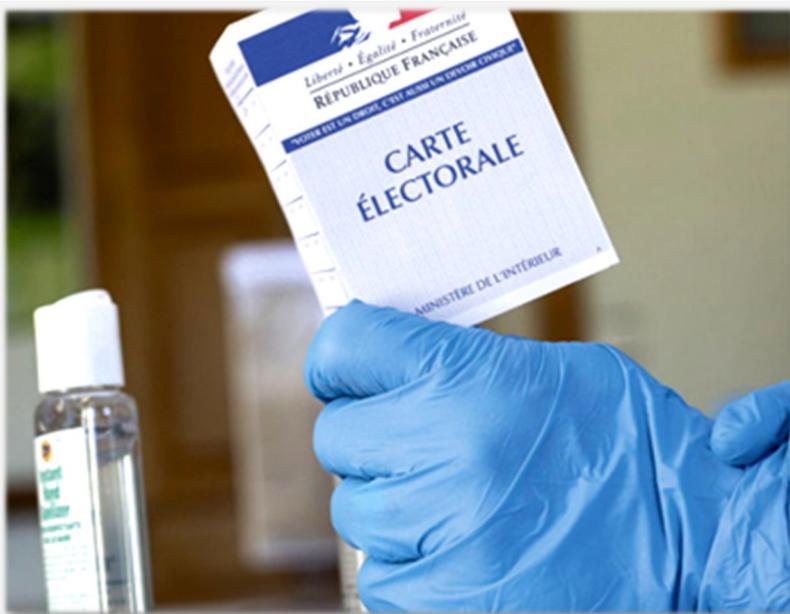
## DOMINIQUE LAVIGNE « IL Y A URGENCE À PENSER L'AVENIR, À PROPOSER D'AUTRES CHOIX DE SOCIÉTÉ ! »

**E**n cette fin du mois de mai le déconfinement se dessine lentement. La vigilance est de rigueur, le virus est toujours là. Comme l'a annoncé le premier ministre, les élections municipales sont relancées avec la tenue du deuxième tour prévu, si tout va bien, le 28 juin prochain.

**S'il est bien difficile et nous pouvons le comprendre, de faire des choix en ces circonstances, la décision du maintien du deuxième tour des élections ne nous convient pas.** Exposer une fois encore le personnel de la mairie, les bénévoles et les élus à la tenue des bureaux de vote et faire se déplacer les électeurs, pose problème. Tout aussi important, le débat démocratique, élément indispensable dans une campagne électorale n'est tout simplement pas possible. Il y aurait pourtant nécessité de rediscuter les programmes, d'adapter et prendre en compte l'ampleur de la crise qui se profile et de les partager avec les citoyens.

**Nous avons vu l'importance des services publics, des salariés du public comme du privé en première ligne pour porter aide et assistance.** Nous avons remarqué la place prépondérante des collectivités locales et des personnels pour pallier les défaillances de l'état.

**Le pari du Président de relancer l'activité économique sans faire repartir la pandémie, reste, à l'heure qu'il est, des plus hasardeux.** La volonté de maintenir sous l'étouffoir toute velléité de débat sur les issues politiques de cette crise, pose question. Avec la crise économique majeure qui se profile, les pressions patronales pour revenir à la normale tout en obtenant de nouveaux sacrifices des salariés seront plus forte que jamais.



Il y a urgence à penser l'avenir, à proposer d'autres choix de société.

**Ne laissons pas les alliés de la finance, gens de droite, libéraux et grand patronat décider pour nous.** Le PCF lance un grand débat pour faire émerger un tout autre avenir que celui qui nous lie pieds et poings à l'insécurité de vie imposée par le capitalisme mondialisé. Nous relayerons cette initiative nationale avec le journal l'Étincelle.

**Le souvenir du 15 mars 2020, premier tour des élections, reste dans nos mémoires. Ce premier tour n'aurait jamais dû se tenir.** Facile à dire aujourd'hui avec le recul, nous ne savions pas ce qu'il allait arriver. Avec une abstention record, les résultats du premier tour ne satisfont personne. Le maire sortant qui espérait l'emporter dès le premier tour, bien qu'arrivé en tête se retrouve dans une situation délicate face aux deux autres listes qui, ensemble, obtiennent 59% des suffrages.

**Une alliance au deuxième tour de Boucau Avenir Durable et Solidaire, liste conduite par Dominique LAVIGNE et Boucau Nouvelle Génération, liste conduite par Marie Ange THEBAUD pourrait amener une alternance. Nous y travaillons et souhaitons vivement un succès. ■**

Dominique LAVIGNE

**M**ardi 16 mars 2020, discours de notre Président, discours comme d'habitude incompréhensible, sauf pour certains intellectuels glorifiant le paraître. Bref, les mots sont grandiloquents mais vides. Revenons au discours. Nous devons rester confinés. **Adieu notre vie insouciant, notre liberté si précieuse. Tous confinés ? Non, pas les derniers de cordée.** Les métiers les plus déconsidérés, les plus mal payés, doivent affronter le virus sans protection ! Quant au personnel hospitalier, fatigué, méprisé, qui crie son désespoir, alertant depuis des années les gouvernements successifs, il devient un héros, un sauveur sans moyen. La France, 6ième puissance du monde, vanité que tout cela !

Pour les autres, chômage technique, désespoir, angoisse du lendemain. Pour d'autres, virus ou pas, les affaires continuent (banques et ventes de produits financiers, assurances qui ne veulent plus assurer...). **Et puis, les plus chanceux car protégés du virus, se retrouvent à faire du télétravail ou du travail à distance. Pour les salariés déjà habitués, rien de compliqué. Mais pour les autres, le changement est radical.** Le lendemain du discours, les employés recensent les dossiers dont ils auront besoin, font quelques copies, regardent désorientés leur bureau, leurs collègues et tous se promettent de garder contact et de faire attention.

Arrivés au domicile, il faut trouver une pièce dédiée. Première inégalité. Les plus chanceux ont de l'espace, les autres doivent partager un endroit où se côtoient conjoint, enfants, belle-mère !

Deuxième étape ou première selon sa logique : recenser les moyens (ordinateur, imprimante...). Seconde difficulté. Tout le monde n'est pas équipé. Ramener un ordinateur de son administration ou de son entreprise est impossible : gare au virus ! Encore ces fichus virus. Le matériel peut s'avérer insuffisant. Certains écrans ne sont pas adaptés pour travailler sur des logiciels métiers.

**Le télétravail commence. On est mal assis, on reste en pyjama, désorienté, déconcentré, le temps est mal géré.** On se met la pression. Que va dire le responsable ? Alors on s'y remet car la culpabilité est présente. On veut imprimer, habitude pour beaucoup d'entre nous, mais l'imprimante



est absente. Ceci nous amène à parler des avantages du télétravail. Pas d'imprimante, c'est bon pour l'environnement. Plus de trajet domicile/travail : moins de stress, moins de pollution. Le télétravail est un outil de lutte contre le changement climatique. Il permet également de mieux travailler sans les interruptions téléphoniques ou celles de son chef. On prend également conscience de l'inutilité parfois d'un certain nombre de réunions ou de réunions interminables qui pourraient être bouclées rapidement. On se sent également plus responsable.

**Mais qui dit avantages, dit aussi inconvénients. Le plus perturbant dans le travail est le manque de liens sociaux :** plus de collègues, plus de partage, de rires, de sourires complices, de partage d'information. Nous sommes seuls devant un ordinateur. Gare à la déshumanisation. Les salariés peuvent être soumis à d'éventuels débordements de l'employeur. Il n'est pas possible de créer un collectif protecteur pour faire contre-poids vis-à-vis de décisions ou de consignes qui seraient trop insupportables. L'employeur peut être tenté de fermer des bureaux...

La surcharge de travail peut déborder sur la vie privée. Un sentiment d'invasion peut se faire sentir. La coupure est moins nette qu'avant entre la maison et le travail. L'impression existe de devoir se justifier, donc de travailler plus. **Cela va remettre en question le travail en semaine et en week-end, le travail du dimanche, de nuit.**

Le travail à distance met en lumière des conditions de travail dégradées : réseau, matériel, espace, éducation des enfants, repas, conjoint. Il peut y avoir également surcharge mentale.

# UNE NOUVELLE HABITUDE ?

Pour conclure, le travail à distance est intéressant un ou deux jours par semaine. **Il faudra diffuser sa pratique si les cycles de confinement se répètent et si nous prenons au sérieux les exigences de lutte contre le changement climatique.** Le télétravail ne sera pas bien sûr la panacée. Les enfants devront être accompagnés à l'école, à leurs loisirs... sauf là aussi si nous mettons les moyens nécessaires afin de développer les offres de transport (en commun, navette fluviale...).

Le partage des rôles entre parents pourrait également être renforcé. **La législation devra elle aussi être renforcée, le droit à la déconnexion et l'amplitude horaires mieux encadrés.**

Notre quotidien a été bouleversé en quelques semaines et cela n'est pas fini. Soyons inventifs dans le partage, le collectif et responsables dans la lutte pour le climat. Restons vigilants sur le respect de nos droits sociaux et solidaires. ■

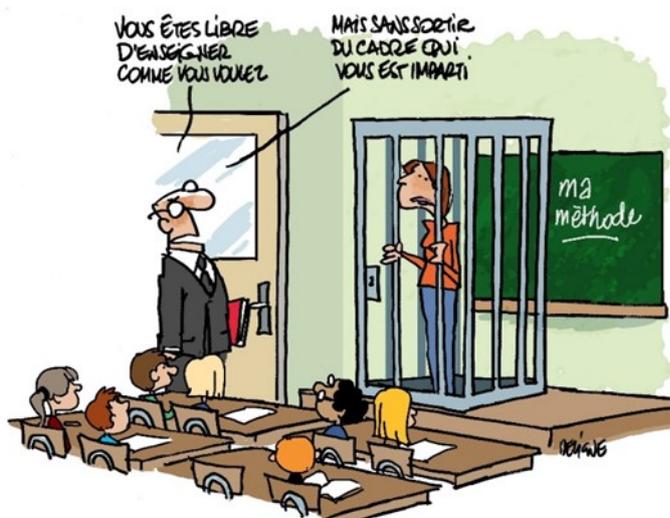
Hélène Etchénique

## URGENCE ÉDUCATION

Le Président de la République et son Premier Ministre ont alimenté l'anxiété sur la réouverture des établissements, en renvoyant à chacun le choix ou l'obligation de scolariser les enfants et en ne donnant pas les moyens d'une réouverture partout et pour tous dans les conditions nécessaires. **Autrement dit, le gouvernement s'est désengagé de sa responsabilité dans la réouverture des écoles.** Comme l'indique d'ailleurs l'association des maires d'Île de France, dans un courrier adressé au président de la République, "Tout cela ne s'improvise pas du jour au lendemain".

**L'école s'est malgré tout transformée en garderie au rabais** pour une partie seulement des élèves en primaire et en collège. On verra « plus tard » pour lycée et université. **A Boucau**, l'ensemble du personnel éducatif, le personnel d'entretien, de manière autonome, a tout fait pour organiser au mieux l'accueil des enfants, mais à quel prix ? A n'en pas douter, celui du stress, des tensions, des angoisses, du sentiment de ne pouvoir faire correctement son travail et une surcharge de travail importante engendrée par la multiplication des supports d'enseignement (en présentiel comme à distance). **Nous leur rendons ici un hommage appuyé.**

Véritable aveu, le gouvernement a annoncé qu'à compter du 1er juin, le chômage partiel ne sera alloué qu'aux salariés justifiant que l'école ne peut accueillir leur enfant. Les masques tombent : pour ce gouvernement, l'Éducation nationale n'est autre qu'une « garderie



nationale », pour remettre le plus vite possible au travail les salariés qui n'ont pas le choix.

**Pour répondre à la fois au décrochage scolaire et à la crise sanitaire et pour lutter vraiment contre les inégalités à l'école, l'ouverture de nouvelles classes à effectifs réduits était la solution d'urgence.**

La crise sanitaire ne doit pas être instrumentalisée pour dégrader le service public national d'éducation, en finir avec son objectif d'égalité, avec l'ambition d'une école commune à toutes et tous. La reprise scolaire s'est faite dans des conditions déplorables, seulement pour une petite partie des enfants. **Et rien n'est prévu pour que la rentrée de septembre se passe autrement !** Les communistes sont et resteront mobilisés pour que la rentrée de septembre puisse se passer dans de bonnes conditions et pour obtenir une réorientation profonde des politiques éducatives. ■

Nicolas Tardits

## Histoire de BOUCAU

**Pierre Lesgourgues (impasse)** : né à Boucau le 29 décembre 1900 à Boucau, profession chaudronnier et ferblantier il avait un atelier au fond de l'impasse qui porte désormais son nom. Suite à la dissolution du Parti Communiste votée par le Conseil des Ministres du Gouvernement Daladier le 26 septembre 1939, une vague d'arrestations frappe les militants communistes dont Pierre Lesgourgues. Il fût conseiller municipal de Boucau où il mourut le 25 mai 1971.

## HÔPITAL, 40 ANS DE DÉMENTELEMMENT

La loi Bachelot, ministre de la santé de Nicolas Sarkozy, a anéanti le service public hospitalier.

La tarification à l'activité dite " T2A" pousse à augmenter l'activité (qu'elle soit utile ou inutile) optimiser le codage (augmentation des factures à la Sécurité Sociale), à sélectionner les patients jugés rentables, et à raccourcir les séjours.

Il est urgent de sortir de ce cercle infernal destructeur de valeur, en appliquant à la santé, la valeur républicaine d'égalité.

Le tableau ci-dessous montre 40 ans de démantèlement de l'hôpital public ! ■

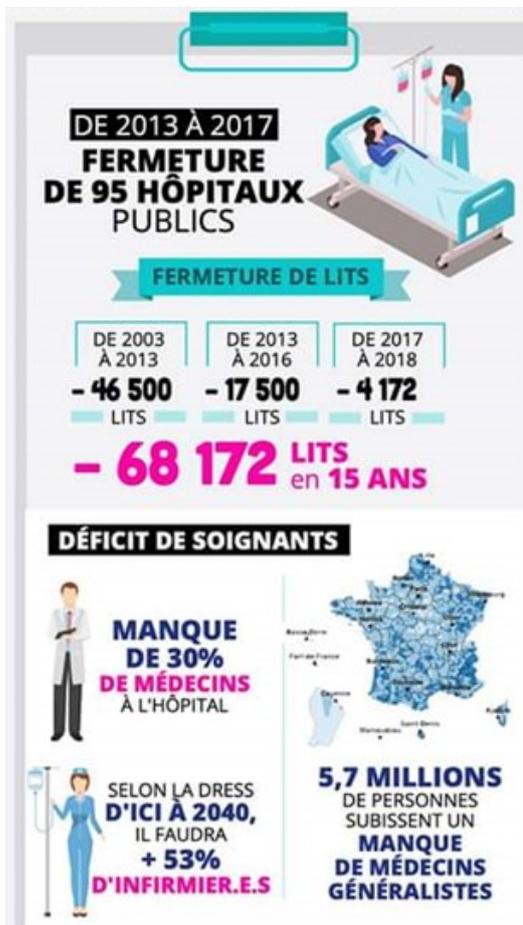
Jean Pierre Crespo

### LES LOIS DE CASSE DE L'HÔPITAL

*Selon la fédération hospitalière de France :*  
entre 2009 et 2019,  
**LES ÉTABLISSEMENTS  
DE SANTÉ ONT DÛ FAIRE  
8,6 MILLIARDS D'ÉCONOMIE**

**6 HÔPITAUX SUR 10  
SONT EN DIFFICULTÉ FINANCIÈRE**

- × 1984 mesures de restrictions budgétaires pour l'hôpital.
- × 1995 création de l'ONDAM (objectif national de dépense de l'assurance maladie) voté par le Parlement pour plafonner les dépenses de l'hôpital public.
- × 2002 Plan hôpital 2007 : les hôpitaux publics sont poussés à se financer via des emprunts toxiques.
- × 2004 tarification à l'activité (T2A) pour le financement des hôpitaux publics
- × 2009 Loi HPST : accélération de la gestion privée avec impératifs financiers de l'hôpital public
- × 2016 Loi Tourraine : création des groupements hospitaliers de territoire = baisse du nombre d'hôpitaux.
- × 2019 Loi Buzyn : renforcement de la médecine libérale à l'hôpital public.



## B rères boucalaises...

### Aide alimentaire

Les élus d'opposition de gauche ont interpellé la Municipalité par courrier pour qu'une aide alimentaire soit accordée aux familles en souffrance dont les enfants mangent à la cantine et qui n'ont pu avoir un repas équilibré par jour durant le confinement. Cette demande a été examinée en commission des affaires sociales et il semblerait que le système des aides aux familles soit revu dans son ensemble. Cela ne répond pas à notre souhait ni à l'urgence de la situation actuelle des familles, mais peut être une initiative cohérente pour l'avenir.

### La visite des écoles attendra

La semaine avant la rentrée scolaire les élus communistes ont écrit par mail à Mme Marie José Roques 1ère adjointe lui demandant d'associer les élus de l'opposition dans son ensemble à une visite des écoles pour se rendre compte des mesures prises en matière de protection pour les enfants, les enseignants et le personnel communal. Courriel sans réponse de sa part, une fois de plus les élus d'opposition ne sont pas conviés à la visite de pré-rentrée.

### Voirie

Suite à divers travaux de voirie sur plusieurs axes de circulation dans Boucau les déplacements vont être très sérieusement perturbés pendant une période assez longue notamment sur la rue Georges Lassalle et Raoul Bramarie.

### Mais à qui profite le crime ? Billet d'humeur de Joël Da Silva à la suite des propos du maire sortant

Un article du journal Sud-Ouest du vendredi 22 mai dernier présente une interview du maire sortant de Boucau. Je dois dire ma stupéfaction en lisant les propos de suspicion contenus dans les réponses de l'édile dont on comprend, par ailleurs, l'état de fatigue physique et morale dans laquelle il se trouve après cette terrible épreuve. On peut, en effet, s'interroger sur l'origine du foyer qui a frappé une bonne partie de son équipe.

Le soir du premier tour on a pu constater une certaine insouciance de nombreuses personnes qui n'ont pas respecté le principe de précaution ; les embrassades et autres formes de manifestations montraient la désinvolture ambiante de certains participants. Les communications contradictoires du Président de la République, du Gouvernement et des différents intervenants au niveau des médias n'étaient pas de nature à clarifier la situation et éclairer chaque citoyen sur l'ampleur de la crise. **La plupart des forces politiques mais aussi à titre individuel ont exprimé leur sympathie et leur solidarité à Francis Gonzalez dans cette terrible épreuve qu'il a traversé, tout en lui souhaitant un prompt rétablissement. Aujourd'hui cet article dans lequel il dit « ...mais je me demande à qui profite le crime ? » me paraît un sous-entendu totalement déloyal et proche de la calomnie car sans citer personne, de fait, chacun peut se sentir ciblé.**